

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS			MODALITES DE PAIEMENT		INSERTION	
NIGER	{ 1 an -	25.000 FCFA	Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.		Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA. par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :	
	{ 6 mois -	12.500 FCFA			JOURNAL OFFICIEL	
ETRANGER	{ 1 an -	38.000 FCFA			DE LA REPUBLIQUE DU NIGER	
	{ 6 mois -	19.000 FCFA			B.P. 116 NIAMEY	
VENTE AU NUMERO			FRAIS D'EXPEDITION		Téléphone : 72.39.30 / 72.20.59	
Année courante Année antérieure			REGIME	FRAIS	Central Administratif : 72.36.00 ou 20	
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA	Intérieur	5.000 FCFA	Postes: 3081; 3255; 3725; 3726 ou 3313.	
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA	Extérieur	7.000 FCFA		
			International	10.000 FCFA		

SPECIAL N° 10

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

Loi n° 2003-11 du 1^{er} avril 2003, portant loi organique, relative aux lois de finances 473

ACTES DE L'EXÉCUTIF

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Arrêté n° 186/MF/E/DGB du 16 juin 2003, fixant la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs (EPA) 484

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

Loi n° 2003-11 du 1^{er} avril 2003, portant loi organique, relative aux lois de finances.

Vu la Constitution ;

Vu la directive n° 05/97/CM/UEMOA du 16 décembre 1997 du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest africaine relative aux lois de finances,

Vu la directive n° 02/99/CM/UEMOA du 21 décembre 1999, portant amendement de la directive n° 05/97/CM/UEMOA ;

Le Conseil des ministres entendu ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier : Les lois de finances déterminent pour l'année, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, compte tenu d'un équilibre économique et financier qu'elles définissent.

Les lois de finances contiennent toutes dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature.

Peuvent être insérées dans les lois de finances toutes les dispositions relatives à l'information et au contrôle du parlement ainsi qu'aux responsabilités pécuniaires.

Aucun projet de loi ne peut être définitivement voté, aucun décret ne peut être signé, s'il a pour effet d'entraîner des charges qui n'ont pas été prévues, évaluées et autorisées dans les conditions fixées par la présente loi.

L'Etat ne peut engager des dépenses au delà des crédits ouverts annuellement par les lois de Finances.

Les lois programmes ou les programmes pluriannuels approuvés par l'Assemblée nationale définissant des objectifs à long terme ne peuvent donner lieu à des engagements de l'Etat que dans les limites déterminées par des autorisations de programme votées dans les conditions fixées par la présente loi. Les autorisations de programme peuvent être groupées dans les programmes ou les plans pluriannuels approuvés par l'Assemblée nationale.

Les plans pluriannuels de développement économique et social définissent à compter de leur promulgation les opérations d'investissement pouvant être réalisées durant la période à laquelle ils s'appliquent.

Toutefois, ces opérations ne peuvent donner lieu à des engagements de l'Etat que dans les limites fixées par le programme des investissements de l'Etat et les lois des finances dans les conditions ci-après :

Pour chaque année budgétaire un programme des investissements de l'Etat, approuvé par une loi assure pour l'année considérée et les années budgétaires suivantes, la programmation en données financières des opérations prévues par les plans pluriannuels de développement économique et social.

A cet effet, le programme évalue :

- en matière de ressources : le volume prévisionnel pour chaque année des différentes recettes ;
- en matière d'emploi : le montant par opération de programme des inscriptions d'autorisations de programme et de crédits de paiement au titre de chaque tranche annuelle du programme. Le montant des crédits de paiement est limitatif pour la première année budgétaire et indicatif pour chacune des années suivantes.

L'opération de programme vise l'exécution d'un objectif déterminé du plan. Elle constitue l'élément unitaire de décision et de comptabilisation des coûts pour la programmation et la budgétisation des investissements de l'Etat. Décrite par une fiche d'opération, elle correspond à l'ensemble des actions concourant à la réalisation de l'objectif assigné. Jusqu'à son achèvement elle est suivie à une ligne budgétaire identifiée par un code déterminé.

Lorsque les délais prévisibles de réalisation d'une opération de programme excèdent une année budgétaire, son financement peut s'effectuer sous forme d'inscription en autorisations de programme et en crédits de paiement.

Les autorisations de programme correspondent à la limite supérieure des dépenses que le Gouvernement est autorisé à engager pour l'exécution d'une opération de programme.

Les crédits de paiement représentent le montant maximal des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au titre d'une opération de programme dans le cadre d'une année budgétaire.

Dans le cas d'ouverture d'autorisation de programme, le programme des investissements prévoit l'échelonnement des paiements sur la période couverte en fonction du calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération de programme.

La loi des finances arrête définitivement les crédits de paiement ouverts au budget pour l'année concernée au titre de chaque opération de programme.

Art. 2 : L'année budgétaire coïncide avec l'année civile, elle commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Art. 3 : Les créations et les transformations d'emplois ne peuvent résulter que de dispositions prévues par une loi de finances. Toutefois, des transformations d'emplois peuvent être opérées par décret pris en Conseil des ministres. Ces transformations d'emplois, de même que les recrutements, les avancements et les modalités de rémunération ne peuvent être décidés s'ils sont de nature à provoquer un dépassement de crédits annuels préalablement ouverts.

Art. 4 : Ont le caractère de lois de finances:

- la loi de finances initiale,
- les lois de finances rectificatives,
- la loi de règlement.

La loi de finances initiale prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat.

La loi de règlement constate les résultats financiers de chaque année civile et approuve les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances initiale, modifiée le cas échéant, par des lois rectificatives, des décrets de virement ou de transfert, ou d'annulations tel que ci-dessous précisé .

Seules les dispositions relatives à la gestion de la dette publique et aux autorisations de programme, les approbations de conventions et les garanties accordées par l'Etat, peuvent engager l'équilibre financier des lois de finances ultérieures.

Seules les lois de finances rectificatives peuvent, en cours d'année, modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

TITRE II : DES DISPOSITIONS DES LOIS DE FINANCES

Chapitre I : De la détermination des ressources et des charges de l'Etat

Art. 5 : Les ressources de l'Etat comprennent:

- les impôts, les taxes ainsi que le produit des amendes,
- les rémunérations des services rendus, redevances, fonds de concours, dons et legs,

- les revenus des domaines et des participations financières ainsi que la part de l'Etat dans les entreprises nationales,

- les remboursements de prêts et avances,
- les produits des emprunts à long et moyen termes,
- les recettes provenant de la cession des actifs,
- les produits divers.

Art. 6 : L'autorisation de percevoir les impôts est annuelle.

Le rendement des impôts dont le produit est affecté à l'Etat est évalué par la loi de finances.

Les taxes parafiscales perçues dans un intérêt économique ou social au profit d'une personne morale de droit public ou privé autre que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, sont établies par la loi des finances. La perception de ces taxes n'est autorisée que pour l'année civile de leur création; la perception de ces taxes pour l'année suivante doit être autorisée par la loi de finances de l'année.

Art. 7 : La rémunération des services rendus par l'Etat ne peut être établie et perçue que si elle est instituée par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances et du ministre intéressé.

Le produit des amendes et des rémunérations pour services rendus, les revenus du domaine et des participations financières, les bénéfices des entreprises publiques, les remboursements des prêts et des avances, le montant des recettes provenant de la cession des actifs et le montant des produits divers sont prévus, évalués et retracés par la loi de finances initiale.

De même, le produit des contributions d'aides extérieures non remboursables et celui des emprunts à long terme doit être prévu et évalué par la loi de finances.

Art. 8 : Les charges de l'Etat sont groupées sous six titres et comprennent:

- Titre I : L'amortissement et les charges de la dette publique
- Titre II : Les dépenses de personnel
- Titre III : Les dépenses de fonctionnement
- Titre IV : Les transferts courants
- Titre V : Les investissements exécutés par l'Etat
- Titre VI : Les transferts en capital

Art. 9 : Les crédits ouverts par les lois de finances sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils sont spécialisés par chapitre, groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination. Toutefois, certains chapitres peuvent comporter des crédits globaux destinés à faire face à des dépenses éventuelles ou à des dépenses accidentelles.

Des crédits globaux peuvent également être ouverts pour les dépenses dont la répartition par chapitre ne peut être déterminée au moment où ils sont votés. L'affectation de ces crédits au chapitre qu'ils concernent, est réalisée par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances.

Art. 10 : Les crédits sont évaluatifs ou limitatifs. Ces deux catégories de crédits doivent faire l'objet de chapitres distincts.

Un même chapitre peut être doté à la fois de crédits d'autorisation de programme et de crédits de paiement.

Art. 11 : Les crédits évaluatifs servent à acquitter les dettes de l'Etat résultant de dispositions législatives spéciales ou de conventions permanentes approuvées par la loi. Ils s'appliquent aux charges de la dette publique, aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions, ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure à un état spécial annexé à la loi de finances. Les dépenses auxquelles s'appliquent les crédits évaluatifs s'imputent, au besoin, au-delà de la dotation inscrite aux chapitres qui les concernent et font l'objet d'une ouverture de crédit dans le plus prochain projet de loi de finances afférent à l'année concernée.

Art. 12 : Tous les crédits visant des dépenses autres que celles évoquées par l'article 11 ci-dessus sont limitatifs.

Sauf dispositions spéciales prévoyant un engagement par anticipation sur les crédits de l'année suivante, les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées et ordonnancées que dans la limite des crédits ouverts; ceux-ci ne peuvent être modifiés que par une loi de finances sous réserve des dispositions prévues aux articles 14, 17, 21 et 25 de la présente loi ainsi que des exceptions ci-après:

- dans la limite d'un crédit global pour dépenses accidentelles, des décrets pris sur le rapport du ministre chargé des finances peuvent ouvrir des crédits pour faire face à des calamités ou à des dépenses urgentes ou imprévues après avis conforme de l'Assemblée nationale pendant la session et la commission des finances en intersession ;

- en cas d'urgence, s'il est établi, sur rapport du ministre chargé des finances, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts par décrets d'avances, sans affecter l'équilibre budgétaire de l'année après avis conforme de l'Assemblée nationale pendant la session et la commission des finances en intersession ;

- en cas d'urgence et de nécessité impérieuse d'intérêt national, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts par décrets d'avances pris en Conseil des ministres après avis conforme de l'Assemblée nationale pendant la session et la commission des finances en intersession.

Art. 13 : Les dotations affectées aux dépenses en capital peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses que les ministres sont autorisés à engager pour l'exécution des investissements prévus par la loi. Elles demeurent valables pour une durée maximale de six (6) ans.

Elles peuvent être modifiées pour tenir compte soit des modifications techniques, soit des variations des prix. Ces révisions sont imputées par priorité sur les autorisations de programme ouvertes et non utilisées ou, à défaut et par priorité sur les autorisations de programme nouvelles ouvertes par une loi de finances.

Une même autorisation de programme sous forme de dépenses, de subventions ou de prêts peut être divisée en tranches. Chaque autorisation de programme doit couvrir une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

Les crédits de paiement représentent le montant maximal des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au titre d'une opération de programme dans le cadre d'une année budgétaire.

Les lois de programme et les programmes pluriannuels n'engagent l'Etat à l'égard des tiers que dans la limite des autorisations de programme contenues dans la loi de finances de l'année.

Art. 14 : Tout crédit qui devient sans objet en cours d'année peut être annulé par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances après avis du ministre concerné.

Art. 15 : Des transferts et des virements de crédits peuvent modifier la répartition des dotations entre les chapitres. Ils ne peuvent avoir pour effet de créer de nouveaux chapitres.

Les transferts modifient la détermination du service responsable de l'exécution de la dépense sans modifier la nature de cette dernière. Ils sont autorisés par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances après avis conforme de la commission des finances.

Les virements conduisent à modifier la nature de la dépense prévue par la loi de finances. Ils peuvent être autorisés par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances, sous réserve d'intervenir à l'intérieur du même titre d'un même ministère, et d'être maintenus dans la limite du dixième de la dotation.

Toutefois, aucun virement de crédit ne pourra être opéré d'une dotation évaluative au profit d'une dotation limitative.

Art. 16 : Outre les ressources et les charges prévues et décrites ci-dessus, le Trésor public exécute, sous la responsabilité de l'Etat, des opérations de trésorerie. Les ressources et charges de trésorerie résultent des opérations suivantes :

- des émissions et des remboursements d'emprunts à court terme,

- des opérations de dépôt, sur ordre et pour compte de correspondants,

Les émissions d'emprunt sont faites conformément aux autorisations générales données chaque année par les lois de finances.

Sauf disposition expresse d'une loi de finances, les titres d'emprunts publics émis par l'Etat sont libellés en monnaie nationale; ils ne peuvent prévoir d'exonération fiscale et ne peuvent être utilisés comme moyen de paiement d'une dépense publique.

Les remboursements d'emprunts sont exécutés conformément au contrat d'émission.

Les opérations de dépôt et celles relatives aux autres opérations de trésorerie sont faites dans les conditions prévues par les règles de comptabilité publique.

Sauf dérogation accordée par décret, les organismes publics tels que ci-dessous définis sont tenus de déposer au trésor toutes leurs disponibilités.

Le terme «organismes publics» désigne des établissements publics nationaux, des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés.

Chapitre II : Des affectations comptables

Art. 17 : Sous réserve des dispositions concernant les autorisations de programme, les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant.

Toutefois, les engagements des crédits de paiement disponibles sur opérations en capital peuvent être reportés par arrêté du ministre chargé des finances ouvrant une dotation du même montant en sus des dotations de l'année suivante.

Peuvent également donner lieu à report par arrêté du ministre chargé des finances, les engagements sur les crédits disponibles figurant à des chapitres dont la liste est donnée par la loi de finances.

Art. 18 : Il est fait recette du montant intégral des produits, sans contraction entre les recettes et les dépenses.

L'ensemble des recettes assurant l'exécution de l'ensemble des dépenses, toutes les recettes et toutes les dépenses sont imputées à un document unique, intitulé budget général.

Toutefois, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du trésor ou de procédures budgétaires particulières au sein soit, du budget général soit, d'un budget annexe.

L'affectation par procédures particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20. Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de loi de finances.

Art. 19 : Les procédures particulières permettant d'assurer une affectation au sein du budget général ou d'un budget annexe sont la procédure de convention de financement, la procédure du fonds de concours et la procédure de rétablissement de crédits. Les fonds versés par des personnes morales ou physiques, et notamment, par les bailleurs de fonds, pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public, ainsi que les produits de legs et donations attribués à l'Etat ou aux autres organismes publics sont directement portés en recettes au budget.

Pour ce qui concerne les legs et donations, un crédit supplémentaire de même montant est ouvert par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances. L'emploi des fonds doit être conforme à l'intention de la partie versante ou du donateur.

Peuvent donner lieu à un rétablissement de crédits dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé des finances:

- les recettes provenant de la restitution au Trésor de sommes payées indûment ou à titre provisoire sur crédits budgétaires;
- les recettes provenant de cessions ayant donné lieu à paiement sur crédits budgétaires.

Art. 20 : Les opérations financières des services de l'Etat que la loi n'a pas dotés de la personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix peuvent faire l'objet de budgets annexes. Les créations ou suppressions de budgets annexes sont décidées par les lois de finances.

Art. 21 : Les budgets annexes comprennent d'une part les recettes et les dépenses d'exploitation, d'autre part les dépenses d'investissement et les ressources spéciales affectées à ces dépenses.

Les opérations des budgets annexes s'exécutent comme les opérations du budget général. Les dépenses d'exploitation suivent les mêmes règles que les dépenses ordinaires; les dépenses d'investissement suivent les mêmes règles que les dépenses en capital.

Toutefois, les crédits limitatifs se rapportant aux dépenses d'exploitation et les crédits se rapportant aux investissements peuvent être majorés dans les conditions prévues aux articles 15 et 18 ci-dessus.

Art. 22 : Les services dotés d'un budget annexe peuvent gérer des fonds d'approvisionnement, d'amortissement, de réserve et de provision. Les modalités de dotation initiale de ces fonds sont déterminées par la loi de finances qui institue le budget annexe.

Art. 23 : Les comptes spéciaux du Trésor ne peuvent être ouverts que par une loi de finances. Celle-ci détermine la nature de leurs opérations et le responsable de leur gestion.

Ils comprennent les catégories suivantes:

1. les comptes d'affectation spéciale,
2. les comptes de commerce,
3. les comptes de règlement avec les gouvernements ou autres organismes étrangers,
4. les comptes d'opérations monétaires,
5. les comptes de prêts,
6. les comptes d'avances,
7. les comptes de garanties et d'avals.

Art. 24 : Sous réserve des règles particulières énoncées aux articles 26 à 31, les opérations des comptes spéciaux du Trésor sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général. Les comptes spéciaux du Trésor doivent toutefois toujours présenter un solde créditeur.

Sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial est reporté d'année en année.

Sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du trésor des dépenses résultant du paiement des traitements ou indemnités à des agents de l'Etat ou à des agents des collectivités, établissements publics ou entreprises publiques.

Art. 25 : Les comptes d'affectation spéciale retracent les opérations qui, par suite d'une disposition de loi de finances prise sur l'initiative du Gouvernement, sont financées au moyen de ressources particulières. Une subvention inscrite au budget général de l'Etat ne peut compléter les ressources d'un compte d'affectation spéciale que si elle est au plus égale à 20% du total des prévisions de dépenses.

Le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder le total des recettes du même compte, sauf pendant les trois (3) mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année. Si, en cours d'année, les recettes d'un compte d'affectation spéciale apparaissent supérieures aux évaluations, les crédits peuvent être majorés par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances dans la limite de cet excédent de recettes.

Art. 26 : Les comptes de commerce retracent des opérations à caractère industriel ou commercial effectués à titre accessoire par des services publics de l'Etat. Les prévisions de dépenses concernant ces comptes ont un caractère évaluatif; seul le découvert fixé annuellement pour chacun d'eux a un caractère limitatif. Sauf dérogations expresses prévues par une loi de finances, il est interdit d'exécuter, au titre de comptes de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou d'avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

Les résultats annuels sont établis pour chaque compte selon les règles du plan comptable général.

Art. 27 : Les comptes de règlement avec les gouvernements ou autres organismes étrangers retracent des opérations faites en application d'accords internationaux approuvés par la loi.

Les comptes d'opérations monétaires enregistrent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Pour ces deux catégories de comptes, la prévision de recettes et de dépenses est facultative, le découvert fixé annuellement pour chacun d'eux a un caractère limitatif.

Art. 28 : Les comptes d'avances décrivent les avances que le ministre chargé des finances est autorisé à consentir dans la limite des crédits ouverts à cet effet.

Un compte d'avance distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs.

Les avances du trésor sont productives d'intérêt. Sauf dispositions spéciales contenues dans une loi de finances, leur durée ne peut excéder un (1) an, renouvelable une fois, renouvellement dûment autorisé à l'expiration de la première année. Toute avance non remboursée à l'expiration d'un délai d'un (1) an ou de deux (2) ans, en cas de renouvellement, doit faire l'objet, selon les possibilités du débiteur :

- soit d'une décision de recouvrement immédiat ou, à défaut de recouvrement, de poursuites effectives engagées dans un délai de trois (3) mois,
- soit d'une autorisation de consolidation sous forme de prêts du trésor assortis d'un transfert à un compte de prêts,
- soit de la constatation d'une perte probable imputée aux résultats de l'année; les remboursements qui pourraient être ultérieurement constatés, seront portés en recettes au budget général.

Art. 29 : Les comptes de prêts retracent les prêts d'une durée supérieure à un (1) an consentis par l'Etat dans la limite des crédits ouverts à cet effet, soit au titre d'opérations nouvelles, soit au titre de consolidation. Les prêts consentis sont productifs d'intérêts.

Un compte de prêts distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs.

Le montant de l'amortissement en capital des prêts de l'Etat est pris en recettes au compte de prêts intéressés.

Art. 30 : Les comptes de garanties et d'aval retracent les engagements de l'Etat résultant des garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale.

Les comptes de garanties et d'aval sont provisionnés par des dotations budgétaires égales à 10% des échéances annuelles dues par les bénéficiaires des garanties de l'Etat. Ces dotations annuelles sont annulées en fin d'année, si elles n'ont pas fait l'objet d'engagement ou de paiement. Les crédits destinés à cette opération ne peuvent faire l'objet de virement au bénéfice d'autres utilisations.

Le montant maximum des garanties et des aval susceptibles d'être accordés par l'Etat pendant l'année financière est fixé par la loi de finances.

Les garanties et aval sont accordés par décrets pris en Conseil des ministres, sur rapport du ministre chargé des finances.

Les conditions d'octroi et les modalités de gestion des garanties et des aval sont établies par décret pris en Conseil des ministres.

TITRE III : DE LA PRESENTATION ET DU VOTE DES PROJETS DE LOIS DE FINANCES

Chapitre I : De la nature des documents présentés à l'Assemblée nationale

Art. 31 : Le projet de la loi de finances de l'année comprend deux parties distinctes:

- dans la première partie, il autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier; il évalue le montant des ressources d'emprunt et de trésorerie; il autorise la perception des impôts, produits et revenus affectés aux collectivités et aux établissements publics; il fixe les plafonds des grandes catégories de dépenses et arrête les données générales de l'équilibre financier; il comporte les dispositions nécessaires à la réalisation, conformément aux lois en vigueur, des opérations d'emprunts destinées à couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.
- dans la deuxième partie, le projet de loi de finances de l'année fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les dépenses applicables aux autorisations nouvelles par titre et par ministère; il autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux de Trésor par catégorie de comptes spéciaux et éventuellement par titre; il regroupe l'ensemble des autorisations de programmes assorties de leur échéancier; il énonce enfin les dispositions diverses prévues à l'article 1^{er} de la présente loi, en distinguant celles de ces dispositions qui ont un caractère annuel de celles qui ont un caractère permanent.

Art. 32 : Le projet de loi de finances initiale est accompagné:

- d'un rapport définissant l'équilibre économique et financier, les résultats connus et les perspectives d'avenir;

Il comprend notamment la présentation des hypothèses, des méthodes et des résultats sur la base desquelles est établi le projet de loi de finances. Ce document présente les changements de la présentation budgétaire, une présentation et une analyse des recettes et des dépenses budgétaires et les modifications induites par rapport aux prévisions et exécutions des deux années précédentes. Ce rapport comprend en outre l'évaluation financière des dispositions fiscales.

- d'annexes explicatives faisant notamment connaître :

- par chapitre, le coût des services votés tels qu'ils sont définis à l'article 34 ci-après et les mesures nouvelles qui justifient les modifications proposées au montant antérieur des services votés et notamment les crédits afférents aux créations, suppressions et transformations d'emplois ;

- l'échelonnement sur les années futures des paiements résultant des autorisations de programmes ;

- la liste des comptes spéciaux du trésor faisant apparaître le montant des recettes et des dépenses et le cas échéant les découverts prévus pour ces comptes ;

- la liste complète et l'évaluation des taxes parafiscales destinées à financer l'activité de certains organismes publics, commerciaux ou industriels ;

- un état développé des restes à payer de l'Etat établi à la date la plus récente du dépôt du projet de loi de finances, ainsi qu'un état développé de l'encours et des échéances du service de la dette de l'Etat ;

- un état développé des restes à recouvrer.

- un état détaillé des garanties et avals accordés par l'Etat

Le projet de loi de finances initiale comporte autant que de besoin, les annexes explicatives suivantes :

- la situation d'exécution budgétaire à la date de dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi de finances ;

- des tableaux de financement synthétiques de l'Etat et du secteur public administratif, présentés en conformité avec les prévisions budgétaires de l'Etat ;

- le plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat et les normes prévisionnelles de régulation des crédits ;

- le tableau des opérations financières de l'Etat - TOFE - prévisionnel ;

- une présentation fonctionnelle du budget, conforme à la nomenclature budgétaire de l'Etat ;

- une présentation économique du budget, conforme à la nomenclature budgétaire ;

- la liste des chapitres pouvant donner lieu à transferts de crédits par prélèvements sur les chapitres de dépenses éventuelles.

Art. 33 : Les services votés représentent le minimum de dotations que le Gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par l'Assemblée nationale.

Les crédits applicables aux services votés sont au plus égaux :

- pour les dépenses ordinaires, aux crédits de la précédente année diminués des inscriptions non renouvelables et modifiés pour tenir compte de l'incidence en année pleine des mesures approuvées par l'Assemblée nationale ou décidées par le Gouvernement dans la limite des pouvoirs qui lui sont propres ainsi que de l'évolution effective des charges couvertes par les crédits évaluatifs ;

- pour les opérations en capital, aux autorisations de programme prévues par une loi de programme, aux prévisions inscrites dans le plus récent échéancier ou, à défaut d'échéancier, aux autorisations de l'année précédente éventuellement modifiées dans les conditions prévues au précédent alinéa.

Art. 34 : Les lois de finances rectificatives modifient la loi de finances initiale.

Art. 35 : La loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements des dépenses se rapportant à une même année, le cas échéant, elle ratifie les ouvertures de crédits par décrets d'avances.

Elle constate l'achèvement des opérations, annule les autorisations de programme et les crédits de paiement restés sans emploi et qui n'ont pas, par une loi de finances rectificative, été imputés à d'autres opérations insuffisamment dotées.

Elle établit le compte de résultat de l'année, qui comprend :

- le déficit ou l'excédent résultant de la différence nette par budget, entre les recettes et les dépenses du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor ;

- les profits et pertes constatés dans l'exécution des comptes spéciaux par application des articles 25 à 31.

La loi de règlement affecte les résultats de l'année et en autorise le transfert au fonds de réserve de trésorerie de chaque budget concerné.

Art. 36 : Le projet de loi de règlement est composé :

- d'un rapport de présentation ;

- du projet de loi ;

- des états détaillés relatifs aux recettes et aux dépenses au titre du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux ;

- d'annexes explicatives par budget, en recettes et en dépenses, faisant apparaître en détail, les prévisions initiales, révisées, les écarts entre elles, les encaissements ou les mandatement et pour les dépenses, les crédits disponibles à annuler :

- le montant définitif des crédits ouverts et des dépenses ordonnancées, en indiquant les écarts entre les prévisions et les réalisations

Art. 37 : Il est accompagné d'un rapport de la juridiction nationale des comptes d'une part, et d'une déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité administrative, d'autre part.

Chapitre II : De la procédure d'élaboration et d'adoption des lois de finances

Art. 38 : Le ministre chargé des finances prépare les projets de loi de finances qui sont délibérés en Conseil des ministres.

Art. 39 : Le projet de loi de finances de l'année, y compris le rapport et les annexes explicatives prévus à l'article 32 ci-dessus, est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale dès l'ouverture de la session budgétaire, conformément aux dispositions de l'article 96 de la Constitution.

Le projet de loi des finances doit prévoir les recettes nécessaires à la couverture intégrale des dépenses.

L'Assemblée nationale vote le budget en équilibre.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée dans les soixante (60) jours du dépôt du projet, les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par ordonnance.

Le Gouvernement saisit pour ratification, l'Assemblée nationale convoquée en session extraordinaire dans un délai de quinze (15) jours.

Si l'Assemblée nationale n'a pas voté le budget à la fin de cette session extraordinaire, le budget est établi définitivement par ordonnance.

Si le projet de loi de finances n'a pu être déposé en temps utile pour être promulgué avant le début de l'exercice, le Premier ministre demande d'urgence à l'Assemblée nationale l'autorisation de continuer à percevoir les impôts et à reprendre en dépenses le budget de l'année précédente par douzièmes provisoires.

Art. 40 : Les propositions et amendements déposés par les députés ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économies équivalentes.

Tout article additionnel ou tout amendement doit être motivé et accompagné des développements des moyens qui le justifient.

La disjonction des articles additionnels ou amendements qui contreviennent aux dispositions du présent article est de droit lors de la promulgation de la loi de finances.

Art. 41 : La seconde partie de la loi de finances de l'année ne peut être mise en discussion devant l'Assemblée nationale avant le vote de la première partie.

Art. 42 : Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble pour le budget général et d'un vote par budget annexe ou par compte spécial.

Les dépenses du budget général font l'objet d'un vote unique en ce qui concerne les services votés; d'un vote par titre, et à l'intérieur d'un même titre, par ministère, en ce qui concerne les autorisations nouvelles.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux sont votés par budget annexe ou par compte spécial.

Art. 43 : Dès la promulgation de la loi de finances de l'année ou la publication de l'ordonnance prévue à l'article 39 ci-dessus, le Gouvernement prend les décrets portant, d'une part, répartition par chapitre pour chaque ministère ou budget annexe, des crédits ouverts et, d'autre part, répartition par compte particulier des opérations des comptes spéciaux du trésor.

Ces décrets ne peuvent apporter aux chapitres ou comptes spéciaux, par rapport aux dotations correspondantes de l'année précédente, que les modifications proposées par le Gouvernement dans les annexes explicatives, compte tenu des votes de l'Assemblée nationale.

Les dotations fixées par décrets de répartition ne peuvent être modifiées que dans les conditions prévues par la présente loi.

Les créations, suppressions et transformations d'emplois résultent des modifications de crédits correspondantes dûment explicitées par les annexes.

Art. 44 : Le projet de loi de règlement établi au plus tard à la fin du mois de juin de l'année suivant celle de l'exécution, est examiné par le Gouvernement; le document est alors transmis par le Gouvernement à la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes. La juridiction nationale chargée de la vérification des comptes dispose d'un délai de trois (3) mois pour produire son rapport et établir éventuellement le certificat de conformité. Elle transmet l'ensemble des documents à l'Assemblée Nationale et au Gouvernement qui les joint au projet à transmettre à l'Assemblée Nationale au plus tard en même temps que le projet de loi de finances de l'année suivante.

L'Assemblée nationale examine et adopte le projet de loi de règlement dans les conditions fixées par l'article 97 de la Constitution. Elle dispose, dans ce cadre de toute latitude pour rechercher et obtenir les informations complémentaires auprès du Gouvernement, du juge des comptes ou de toute source.

Elle fait diligence pour adopter le projet avant la fin de l'année, en même temps que la loi de finances qui a été soumise à son adoption.

Le projet de loi de finances de l'année ne peut être soumis à l'Assemblée nationale tant que le projet de loi de règlement en cause n'aura pas été déposé.

TITRE IV : DE L'EXÉCUTION ET DU CONTRÔLE DU BUDGET DE L'ETAT

Chapitre I : De l'exécution du budget

Art. 45: Les opérations d'exécution du budget de l'Etat incombent aux administrateurs de crédits, aux ordonnateurs ainsi qu'aux comptables publics dans les conditions définies par le décret portant règlement général de la comptabilité publique.

Ces opérations concernent les recettes, les dépenses, la trésorerie et le patrimoine.

L'Etat tient une comptabilité des recettes et des dépenses budgétaires selon une nomenclature budgétaire et une comptabilité générale de l'ensemble de ses opérations selon une nomenclature comptable.

Les comptes de l'Etat doivent être sincères, réguliers, donner une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière.

Art. 46: Les recettes sont prises en compte au titre de l'année du budget au cours de laquelle elles sont encaissées par un comptable public.

Les dépenses sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle les ordonnances ou mandats sont payés par les comptables assignataires sur les crédits de la dite année, quelle que soit la date de la créance.

Un décret, pris sur rapport du ministre chargé des finances fixe les modalités d'application des principes qui précèdent et les conditions dans lesquelles des exceptions peuvent y être apportées, notamment en ce qui concerne les opérations de régularisation.

Art. 47: Les opérations visées à l'article 45 doivent être appuyées des pièces justificatives prévues par la réglementation sur la comptabilité publique.

Art. 48 : Les fonds publics sont insaisissables.

Art. 49: Les fonctions d'ordonnateur et celles de comptable public sont incompatibles.

Les conjoints, ascendants ou descendants des ordonnateurs ne peuvent être des comptables des organismes publics auprès desquels lesdits ordonnateurs exercent leurs fonctions.

Art. 50: Dans les conditions prévues par le code électoral, le statut général des fonctionnaires ou les statuts particuliers, l'exercice de certaines activités est interdit aux ordonnateurs et comptables publics.

Art. 51: Sont prescrites au profit de l'Etat et de tout autre organisme public, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre (4) ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été constatés.

Art. 52: La prescription est interrompue par:

- toute demande écrite de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier à l'autorité administrative dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, alors même que l'administration saisie n'est pas celle qui aura finalement la charge du règlement ;

- tout recours formé devant une juridiction, relatif au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, quel que soit l'auteur du recours et même si la juridiction saisie est incompétente pour en connaître, et si l'administration qui aura finalement la charge du règlement n'est pas partie à l'instance ;

- toute communication écrite d'une administration intéressée, même si cette communication n'a pas été faite directement au créancier qui s'en prévaut, dès lors que cette communication a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance ;

- toute émission de moyen de règlement, même si ce règlement ne couvre qu'une partie de la créance ou si le créancier n'a pas été exactement désigné.

Un nouveau délai de quatre (4) ans court à compter du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle a eu lieu l'interruption. Toutefois, si l'interruption résulte d'un recours juridictionnel, le nouveau délai court à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle la décision est passée en force de chose jugée.

Art. 53: La prescription ne court ni contre le créancier qui ne peut agir, soit par lui-même soit par l'intermédiaire de son représentant légal, soit pour une cause de force majeure, ni contre celui qui peut être légitimement regardé comme ignorant l'existence de sa créance ou de la créance de celui qu'il représente légalement.

Art. 54 : Les autorités administratives ne peuvent renoncer à opposer la prescription qui découle de l'article 52 ci-dessus.

Toutefois, par décision prise par le Ministre chargé des Finances, les créanciers de l'Etat ou de tout autre organisme public doté d'un comptable public, peuvent être frappés en tout ou partie de la prescription à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier.

Art. 55 : Les créances de l'Etat ou de tout autre organisme public, sur des particuliers ou des personnes morales, sont prescrites selon les modalités définies par la législation en vigueur.

Chapitre II : Des contrôles du budget

Art. 56: Les opérations d'exécution du budget de l'Etat sont soumises à un triple contrôle, administratif, juridictionnel et parlementaire, dans les conditions définies dans le présent chapitre.

Le contrôle administratif est le contrôle interne de l'administration sur ses agents dans les formes et selon l'organisation qu'elle définit.

Le contrôle externe est constitué du contrôle juridictionnel et du contrôle parlementaire

Le contrôle juridictionnel est assuré par la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes et le cas échéant par la Cour des comptes de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

Le contrôle parlementaire est exercé par l'Assemblée nationale et le cas échéant, par le Parlement de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

Art. 57 : les contrôles définis à l'article 56 s'exercent, soit a priori, soit a posteriori dans les formes et selon l'organisation définies par les lois et règlements.

Section 1 : Le contrôle juridictionnel

Art. 58 : La juridiction nationale chargée de la vérification des comptes juge les comptes des comptables publics. Elle vérifie sur pièces, et le cas échéant sur place, la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'Etat et les autres personnes morales de droit public.

Elle assure le jugement des comptes et de la gestion des organismes publics.

Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale placées sous le contrôle de l'Etat.

Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale soumise à son contrôle.

Art. 59 : La juridiction nationale chargée de la vérification des comptes assiste l'Assemblée nationale et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Art. 60 : Des dispositions législatives ou réglementaires détermineront les modalités du contrôle juridictionnel.

Section 2 : Le contrôle parlementaire

Art. 61 : L'Assemblée nationale veille, en cours d'année, à la bonne exécution de la loi de finances.

Peuvent être insérées dans les lois de finances toutes les dispositions destinées à organiser l'information et le contrôle parlementaire sur la gestion des finances publiques ou à imposer aux agents des services publics des responsabilités pécuniaires.

Les informations qu'elle pourrait demander ou les investigations sur place qu'elle entendrait conduire ne sauraient lui être refusées.

Art. 62 : Le contrôle parlementaire a posteriori de l'exécution du budget s'exerce lors de l'examen du projet de loi de règlement.

L'Assemblée nationale peut demander à la juridiction nationale chargée du jugement des comptes, de mener toutes enquêtes et études se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques.

Chapitre III : De la sanction des irrégularités constatées

Art. 63 : Les administrateurs, les ordonnateurs et les comptables publics encourent, en raison de l'exercice de leurs attributions, les responsabilités définies par le présent chapitre.

Section 1 : De la responsabilité des administrateurs et des ordonnateurs

Art. 64 : Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 118 de la Constitution, les membres du Gouvernement sont justiciables devant la Haute Cour de justice.

Les autres administrateurs et ordonnateurs de l'Etat et des autres organismes publics encourent une responsabilité disciplinaire, pénale et civile sans préjudice des sanctions qui peuvent leur être infligées par la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes à raison de leurs fautes de gestion dans les conditions définies ci-dessous.

Art. 65 : Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du Gouvernement, tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, tout représentant, administrateur ou agent d'organisme soumis à un titre quelconque au contrôle de la juridiction des comptes, peuvent être sanctionnés pour fautes de gestion.

La faute de gestion est sanctionnée par une amende dont le montant est déterminé par les lois et règlements en vigueur.

Peut faire l'objet d'une sanction pour faute de gestion, toute personne qui, dans l'exécution de ses fonctions aura enfreint les règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses des organismes publics ou à la gestion des biens leur appartenant ou qui, chargée de la tutelle ou du contrôle desdits organismes, aura donné son approbation aux décisions incriminées.

Peut faire de même l'objet d'une sanction pour faute de gestion, toute personne qui, en méconnaissance de ses obligations, a porté préjudice à la collectivité publique.

Art. 66 : Des dispositions législatives ou réglementaires détermineront les modalités d'exécution de la responsabilité des administrateurs et des ordonnateurs.

Section 2 : De la responsabilité des comptables publics

Art. 67 : Les comptables publics sont seuls chargés du recouvrement des recettes, du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics nationaux ou locaux, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives, des opérations et des documents de comptabilité ainsi que de la tenue de la comptabilité du poste comptable qu'ils dirigent et en sont personnellement et pécuniairement responsables.

Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'assurer en matière de recettes, de dépenses, d'opérations de trésorerie et de patrimoine dans les conditions prévues par le décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Art. 68 : La responsabilité pécuniaire prévue ci-dessus se trouve engagée dès lors qu'un déficit ou un manquant en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une recette n'a pas été recouvrée, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du comptable public, l'organisme public a dû procéder à l'indemnisation d'un autre organisme public ou d'un tiers.

Art. 69 : La responsabilité pécuniaire des comptables publics s'étend à toutes les opérations du poste comptable qu'ils dirigent depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation de leur fonction.

Art. 70 : La responsabilité de tout fonctionnaire ou agent placé sous les ordres d'un comptable public est mise en jeu dans les mêmes conditions que celle du comptable lui-même lorsqu'un acte, commis intentionnellement par ce fonctionnaire ou cet agent est la cause du manquant constaté, de la perte de recettes ou de biens subie par l'organisme public intéressé, de la dépense payée à tort ou de l'indemnité mise, du fait de cet acte, à la charge de l'organisme public intéressé.

Art. 71 : La responsabilité pécuniaire d'un comptable public ne peut être mise en jeu que par le ministre chargé des finances ou la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes.

Art. 72 : Les régisseurs chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement et/ou de paiement, sont soumis aux règles, obligations et responsabilités des comptables publics dans les conditions et limites fixées par le règlement général de la comptabilité publique.

Il en est de même des agents chargés de tenir les comptabilités spéciales des matières, valeurs et titres.

Art. 73 : Les débits portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de sa découverte.

Art. 74 : Dans les conditions fixées par le règlement général de la comptabilité publique, les comptables publics dont la responsabilité a été établie peuvent, en cas de force majeure, obtenir décharge totale ou partielle de leur responsabilité.

Dans les conditions prévues par ce même règlement, les comptables publics peuvent obtenir la remise gracieuse totale ou partielle des sommes laissées à leur charge.

Art. 75 : Avant d'être installés dans leurs postes, les comptables publics sont tenus de constituer des garanties. Ils doivent à cet effet prêter serment et fournir un cautionnement. Ils bénéficient d'indemnités et d'avantages en contrepartie de leurs responsabilités.

Art. 76 : Toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement des recettes affectées ou destinées à un organisme public doté d'un poste comptable ou dépendant d'un tel poste doit, nonobstant les poursuites qui pourraient être engagées devant les juridictions répressives, rendre compte au juge des comptes de l'emploi des fonds ou valeurs qu'elle a irrégulièrement détenus ou maniés.

Il en est de même pour toute personne qui reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public et pour toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public, procède à des opérations portant sur des fonds ou valeurs n'appartenant pas aux organismes publics mais que les comptables publics sont exclusivement chargés d'exécuter en vertu de la réglementation en vigueur.

Les gestions irrégulières entraînent, pour leurs auteurs déclarés comptables de fait par la juridiction des comptes, les mêmes obligations et responsabilités que les gestions patentes pour les comptables publics selon les modalités procédurales décrites par la loi organique portant sur l'organisation et le fonctionnement de la dite juridiction.

Le comptable de fait pourra être condamné par la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes à une amende, en raison de son immixtion dans les fonctions de comptable public. Cette amende est calculée suivant l'importance et la durée de la détention ou du maniement des deniers. Son montant ne pourra dépasser le total des sommes indûment détenues ou maniées.

Art. 77 : Les modalités d'application des dispositions de la présente section sont fixées par le règlement général de la comptabilité publique.

TITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 78 : Par dérogation aux dispositions de l'article 44 ci-dessus, les projets de lois de règlement relatives aux lois de finances antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi doivent être déposés et distribués au plus tard le 31 décembre 2003.

Art. 79 : Dans un délai de deux (2) ans, à compter de la publication de la présente loi, toute garantie de l'Etat qui n'a pas été expressément autorisée par une disposition de loi de finances doit faire l'objet d'une autorisation de régularisation ainsi que de l'évolution des engagements en la matière, par une annexe à la loi de règlement à partir de la gestion 2003.

Art. 80 : Les annexes à joindre au projet de loi de finances seront au fur et à mesure exigées pour être rendues obligatoires dans un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

Art. 81 : La présente loi applicable à compter du 1^{er} janvier 2003, abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment la loi n° 61-032 du 19 juillet 1961 relative aux lois de finances.

Art. 82 : La présente loi sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 1^{er} avril 2003

Le Président de la République

Mamadou Tandja

Le Premier ministre

Hama Amadou

Le ministre des finances et de l'économie

Ali Badjo Gamatié

ACTES DE L'EXÉCUTIF

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Arrêté n° 186/MF/E/DGB du 16 juin 2003, fixant la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs (EPA)

Le ministre des finances et de l'économie

Vu la Constitution ;

Vu la Directive 05/97/CM/UEMOA du 16 décembre 1997 relative aux lois de finances, modifiée par la Directive 02/99/UEMOA du 21 décembre 1999 ;

Vu la loi n° 63-34 du 7 mai 1963 instituant et réglant un régime de pension de retraite parlementaire dans la République du Niger ;

Vu la loi n° 65-06 du 8 février 1965 déterminant l'administration des arrondissements et des communes, les règles d'aliénation et de gestion de leur domaine public et privé ainsi que de leurs ressources, modifiée en ses articles 15 et 17 par la loi n° 71-34 du 6 septembre 1971 ;

Vu la loi n° 72-08 du 17 février 1972, portant institution d'un trésor national modifiée par les ordonnances n° 79-46 du 27 décembre 1979 et n° 93-04 du 10 février 1993 ;

Vu l'ordonnance n° 75-38 du 9 octobre 1975, confiant les fonctions de receveur d'arrondissement et de receveur municipal aux comptables de l'Etat ;

Vu l'ordonnance n° 85-32 du 14 novembre 1985, instituant un Code des marchés publics et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 86-01 du 10 janvier 1986, portant régime général des établissements publics d'Etat et sociétés d'économie mixte et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 89-18 du 8 décembre 1989, portant statut général de la fonction publique et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 94-03 du 03 février 1994 fixant le régime applicable à la pension des anciens Présidents et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 2000-10 du 14 août 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2001-36 du 31 décembre 2001 déterminant le régime applicable à la pension des anciens chefs d'Etat ;

Vu la loi n° 2003-11 du 1er avril 2003, portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le décret 60-55/MFP/T du 30 mars 1960, portant réglementation sur la rémunération et les avantages divers alloués aux fonctionnaires des administrations et établissements publics de l'Etat et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 61-50/MF/MFP du 27 mars 1961, portant organisation du régime des retraites des fonctionnaires de la République du Niger et institution d'un Fonds national des retraites et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 62-23 /MF/MFP/T du 7 février 1962, portant institution et réglementation d'un capital – décès au profit des ayants droit des fonctionnaires décédés ;

Vu le décret n° 65-69/MFAE du 12 mai 1965, réglant les régies de recettes et de dépenses du budget de l'Etat modifié par le décret n° 94-191/PRN/MFP du 10 décembre 1994 portant modification du décret n° 65-69/MFAE du 12 mai 1965 .

Vu le décret n° 66-133/MF du 11 août 1966, modifiant le décret n° 61-174 du 24 août 1961 portant application du système de la gestion du budget national du Niger et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 66-134/MI du 11 août 1966, portant règlement de comptabilité des collectivités territoriales et fixant les attributions du receveur d'arrondissement ou municipal ainsi que les règles relatives à l'établissement et à la vérification des comptes des arrondissements et des communes et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 66-135/MI du 11 août 1966, fixant le dispositif budgétaire, l'exercice et la période de gestion ainsi que les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget des arrondissements et des communes, modifié en son chapitre III, articles 12, 13 et 14 par le décret n° 71-127/PRN/MI du 7 août 1971 ;

Vu le décret n° 68-75/MF du 21 juin 1968, fixant les modalités d'exécution des dépenses de l'Etat modifié par le décret n° 98-187/PRN/MF/RE/P du 19 juillet 1998 ;

Vu le décret n° 73-86/MF/ASN du 9 août 1973, portant organisation du trésor national, modifié par le décret n° 93-031/PM/MF/P du 10 février 1993 ;

Vu le décret n° 73-87/MF/ASN du 9 août 1973, fixant les règles applicables aux cautionnements des comptables du trésor ;

Vu le décret n° 74-311/PCMS/MF du 6 décembre 1974, portant réglementation sur la comptabilité générale des matières appartenant à l'Etat ;

Vu le décret n° 78-40/PCMS/MDN du 04 mai 1978, portant institution et réglementation d'un Régime de pensions militaires et de solde de réforme et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 84-171/PCMS/MF du 1er octobre 1984, fixant les modalités d'exécution des opérations réalisées au titre du budget d'investissement et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 85-120/PCMS/MF du 12 septembre 1985, portant création d'une inspection des finances et fixant ses attributions et son fonctionnement et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 85- 194/PCMS/MF du 14 novembre 1985, portant modalités d'application du Code des marchés publics, modifié et complété par le décret n° 87- 68/PCMS du 23 juillet 1987 ;

Vu le décret n° 86-02/PCMS/MTEP/SEM du 10 janvier 1986, portant modalités d'exercice de la tutelle des établissements publics, sociétés d'Etat et société d'économie mixte ;

Vu le décret n° 89-117/PCMS du 27 avril 1989, portant modalité d'application du Code des marchés, modifié par décret n° 90- 11/PRN du 11 janvier 1990 ;

Vu le décret n° 90-15/PRN/MF du 11 janvier 1990, portant déconcentration du contrôle financier ;

Vu le décret n° 91-110/PRN/MFP/T du 26 juin 1991, portant modalités d'application du Statut général de la fonction publique et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 93-176/PRN/MFP du 3 décembre 1993, portant organisation et attributions du contrôle financier ;

Vu le décret n° 94-36 PRN du 4 mars 1994, portant modalités d'application de la loi n° 94- 003 du 3 février 1994 fixant le régime applicable à la pension des anciens Présidents de la République ;

Vu le décret n° 97-272/PRN du 18 juillet 1997, portant attributions et organisation de l'inspection générale d'Etat ;

Vu le décret n° 2002-196/PRN/MF/E du 26 juillet 2002, portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-197/PRN/MF/E du 26 juillet 2002, portant nomenclature du budget de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-198/PRN/MF/E du 26 juillet 2002, portant Plan comptable de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-199/PRN/MF/E du 26 juillet 2002, déterminant les attributions du ministre des finances et de l'économie ;

Vu le décret n° 2002-263/PRN du 8 novembre 2002, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1630 du 19 juillet 1954 , fixant les dispositions du statut applicable aux auxiliaires employés dans les bureaux, services, établissements, ateliers et chantier du Gouvernement du Niger (applicable aux auxiliaires du règlement intérieur) ;

Vu la Convention collective interprofessionnelle ;

Arrête

Article premier : Le présent arrêté fixe la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs. Son champ d'application couvre les budgets de l'Etat, les budgets annexes, les comptes spéciaux du trésor, les budgets des collectivités territoriales et les budgets des établissements publics administratifs.

TITRE I : DÉPENSES DE PERSONNEL

Chapitre I : Rémunérations

Les rémunérations des agents de l'Etat sont gérées d'une part dans le cadre du fichier unique au ministère chargé des finances et au ministère chargé de la fonction publique et d'autre part, dans celui de la déconcentration des attributions du ministère chargé de la fonction publique et du travail concernant les actes de gestion du personnel. Toute la phase administrative issue du décret n°87-17/PCMS/MFP/T du 12 février 1987, portant transfert de certaines attributions du ministre de la fonction publique et du travail, en matière d'administration et de gestion du personnel est résumée en annexe du présent arrêté.

La gestion des rémunérations des agents de l'Etat fixées conformément aux lois et règlements fait l'objet d'une application informatique spécifique.

Art. 2 : Les projets d'actes ci-après doivent être accompagnés des pièces suivantes :

Section 1 : Des fonctionnaires:

Arrêté d'intégration par le ministre chargé de la fonction publique

- demande manuscrite de l'intéressé ;
- copie de diplôme, attestation ou équivalence en tenant lieu
- certificat de nationalité ;
- acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu ;
- extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- certificat médical datant de moins de trois mois ;
- attestation de position militaire ;
- copie d'arrêté d'admission au concours de la fonction publique.

Arrêté et décisions de gestion de carrière des fonctionnaires

· Titularisation par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- procès - verbal de la commission statutaire ;

· Avancement automatique par arrêté des ministres utilisateurs :

- copie de l'arrêté de titularisation en ce qui concerne le premier avancement ou le dernier arrêté d'avancement, pour les autres cas.

· Avancement au grade par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- procès - verbal de la commission d'avancement au grade.

· Reclassement par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande du postulant, copie du diplôme, attestation ou équivalent en tenant lieu, décision de mise en position de stage et décision mettant fin à la mise en position de stage, copie de l'arrêté du dernier avancement.

- Mise en position de stage par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande de l'intéressé et copie de l'arrêté d'admission ou toute pièce en tenant lieu.

- Détachement - Disponibilité par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande motivée de l'intéressé assortie de l'avis du supérieur hiérarchique et copie du dernier arrêté d'avancement.

- Mise à disposition par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- échange de correspondance entre l'administration d'origine et l'administration de destination.

- Suspension par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande motivée du ministre employeur.

- Démission par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande de démission formulée par l'agent assortie de l'avis du ministre employeur.

- Révocation par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- procès verbal du conseil de discipline et décision du Président de la République;

- Position sous les drapeaux par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- attestation de l'autorité militaire compétente.

- Mise en congé exceptionnel de maladie, de convalescence et de maladie de longue durée par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande de l'intéressé et avis du conseil de santé.

- Fin de détachement par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- arrêté de détachement ou l'acte provoquant son interruption.

- Fin de suspension par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- procès verbal du conseil de discipline.

- Fin de position « sous drapeau » par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- demande de l'intéressé, arrêté de mise en position « sous drapeaux ».

- Fin de congé exceptionnel de maladie, de convalescence et de maladie de longue durée par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- avis du conseil de santé.

- Mise à la retraite par arrêté du ministre chargé de la fonction publique :

- arrêté d'intégration, arrêté du dernier avancement et acte de naissance.

- demande de l'intéressé en cas de retraite pour convenances personnelles, ou procès verbal de la commission de réforme, pour la retraite proportionnelle.

Section 2 : Des agents auxiliaires

Art. 3 :

Personnel sous statut spécial

Les projets d'actes concernant les personnels publics autres que ceux relevant du Statut général de la fonction publique et du Code de travail, sont appuyées des pièces justificatives prévues par leur statut spécial.

Auxiliaires :

Décision d'engagement des auxiliaires par le ministre chargé de la fonction publique :

- demande de l'intéressé ;

- copie de diplôme, attestation ou équivalence en tenant lieu ou tout autre acte attestant la qualification professionnelle pour les emplois qualifiés ;

- acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu ;

- certificat de nationalité ;

- extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

- extrait médical datant de moins de trois mois ;

- décision attestant l'admission à un éventuel test de recrutement ;

- attestation d'inscription au service de la main d'œuvre.

Autres actes de gestion des auxiliaires :

- pour l'attribution d'un taux de prime d'ancienneté par arrêté du ministre employeur, copie de la décision d'engagement en ce qui concerne le premier taux, et de la décision attribuant le dernier taux dans les autres cas ;

- pour le reclassement à une catégorie supérieure par arrêté du ministre chargé de la fonction publique : demande motivée de l'intéressé, appuyée de l'avis du ministre employeur et l'attestation de la nouvelle qualification ;

- pour l'acceptation de la démission par arrêté du ministre chargé de la fonction publique : demande motivée de l'intéressé assortie de l'avis du ministre employeur ;

- pour le licenciement par arrêté du ministre chargé de la fonction publique: demande motivée du ministère employeur, copie de la décision d'engagement de l'intéressé, ainsi que la dernière décision d'attribution de prime d'ancienneté ou de reclassement;

- pour le départ à la retraite par arrêté du ministre chargé de la fonction publique : acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu, copie de la décision d'engagement de l'intéressé, ainsi que les dernières décisions d'attribution de prime d'ancienneté ou de reclassement ;

- pour toute décision de sanction entraînant la suspension du droit à la rémunération par arrêté du ministre chargé de la fonction publique : demande motivée du ministère employeur ;

- pour l'intégration dans un cadre de la fonction publique par arrêté du ministre chargé de la fonction publique : pièces prévues pour le recrutement des fonctionnaires ;

- pour les congés de maladie et congés de maternité par arrêté du ministère employeur : demande de l'intéressé et avis de l'autorité médicale compétente ;

Section 3 : Des contractuels

Art. 4 : Les projets de contrat de travail sont appuyés des mêmes pièces prévues en matière de recrutement du personnel relevant de la Convention collective , auxquelles s'ajoute le curriculum vitae de l'intéressé. Pour les étrangers, le dossier doit en outre comporter les pièces attestant que l'intéressé est en règle vis à vis de la réglementation nigérienne sur l'immigration et sur le travail des étrangers.

Section 4 : Dispositions relatives à la gestion financière des rémunérations

Art. 5 : Pour la mise en solde d'un agent public consécutive à son recrutement ou à sa réintégration après suspension, révocation, détachement, disponibilité, libération du service militaire, le service chargé de la liquidation des rémunérations reçoit une copie de l'acte administratif y afférent ainsi qu'un certificat de prise de service délivré par le service employeur. Dans le cas du détachement, l'intéressé doit en outre fournir une attestation de cessation de paiement de son dernier employeur.

Les avantages particuliers éventuels en dehors de la rémunération principale sont justifiés conformément aux dispositions des articles 6 et 7 ci-après.

La modification de la composition de la rémunération est justifiée par les actes administratifs générateurs ; ces actes doivent en préciser la date d'effet.

La suspension, l'interruption ou la suppression du droit à la rémunération est justifiée par la copie de l'acte qui consacre la nouvelle situation (révocation, licenciement temporaire ou définitif, retraite, démission, suspension, détachement, disponibilité, congé de maladie, service militaire obligatoire) et un certificat de cessation de service établi par le service employeur. La suppression due à un décès est justifiée par l'acte de décès établi par l'autorité d'état civil compétente.

Art. 6 : Le paiement des prestations familiales, lorsqu'il incombe à l'administration publique, est subordonné à la production des pièces suivantes :

- certificat de vie et charge et un acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu ;

- certificat de mariage pour le premier enfant légitime ou le cas échéant, acte de justice établissant la filiation naturelle ou l'adoption ;

- certificat de scolarité ou d'infirmité ou de mise en apprentissage pour les enfants âgés de plus de quinze ans.

Les femmes ayant la qualité de fonctionnaire doivent présenter en plus des pièces ci-dessus une ordonnance de juge établissant leur qualité de chef de famille, leur donnant le droit de percevoir les allocations familiales dans les situations suivantes :

Veuve :

- procès-verbal du conseil de famille attesté par le juge en cas de décès du conjoint.

Femme divorcée :

- certificat ou attestation de divorce précisant que la charge des enfants et le bénéfice de leurs prestations familiales sont dévolus à la mère.

Femme célibataire :

- attestation d'absence de paternité pour les enfants naturels à la charge de leur mère.

Divers :

- copie du jugement constatant la disparition du conjoint pour les femmes dont les conjoints ont abandonné le foyer.

- certificat médical attestant que le conjoint est atteint d'une maladie mentale handicapante ;

- arrêt de condamnation à des peines afflictives privatives de liberté du conjoint non fonctionnaire.

Art. 7 : La liquidation d'indemnités particulières prévues par la réglementation est justifiée par la présentation de l'acte administratif mettant l'intéressé en position d'en bénéficier et précisant la date d'effet (acte de nomination à une fonction ou dans une zone administrative particulière, affectation dans une zone désertique).

Pour la liquidation d'indemnité de logement ou de direction, l'autorité compétente fournit respectivement une attestation de non-logement avec date d'effet et une attestation de direction précisant le nombre de classes.

Les indemnités découlant des statuts de personnel et non conditionnés par l'exercice effectif de l'activité, sont liquidées d'office en même temps que la rémunération principale sur la base des mêmes pièces justificatives.

Art. 8 : Le bénéfice d'indemnités pour heures supplémentaires conformément aux dispositions du décret n°60-55 du 30 mars 1960 (articles 44 à 51) est subordonné à la production d'un état dressé par l'autorité compétente. Cet état indique les bénéficiaires, le taux horaire, le nombre d'heures, le total alloué et les motifs de l'accomplissement des heures supplémentaires ainsi que du non- octroi du repos compensateur. Le bénéfice d'une indemnité pour heures supplémentaires est incompatible avec l'indemnité de sujétion.

Art. 9 : L'indemnité de départ en stage à l'étranger est liquidée au vu de l'arrêté mettant le fonctionnaire en position de stage délivré par le ministre chargé de la fonction publique, d'une attestation de départ en stage et du certificat de cessation de service fourni par le ministère employeur.

Art. 10 : En cas de cessation définitive de fonction entraînant la perte de la qualité de fonctionnaire ou en cas de décès, l'indemnité compensatrice de congé prévue par la réglementation, est liquidée au vu des pièces suivantes :

- demande de l'intéressé ou ayant droit ;
- attestation de non- jouissance de congé délivrée par le service employeur ;
- copie de l'acte interrompant l'activité, et la décision de congé.

Art. 11 : L'indemnité de licenciement avec ou sans préavis, comportant ou non une indemnité de congés payés des personnels auxiliaires, est liquidée sur la base d'une décision de licenciement indiquant ou non le droit aux indemnités de préavis et ou de congés payés ainsi que la date d'effet en conformité avec les textes et le cas échéant la convention collective .

Art. 12 : L'indemnité de départ à la retraite des personnels auxiliaires est liquidée sur présentation de la décision de mise à la retraite indiquant la date d'effet.

Art. 13 : La décision attribuant le capital décès au profit des ayants droit d'un fonctionnaire décédé et sa liquidation sont justifiées par les pièces suivantes :

- acte de décès ;
- procès- verbal de réunion du conseil de famille désignant les héritiers et les personnes entre les mains desquelles le paiement doit être effectué ;
- certificat d'hérédité ;
- liste des ayants droit ;
- dernier arrêté d'avancement fixant le dernier indice.

Chapitre II : Des déplacements

Art. 14 : Les indemnités au titre de frais de déplacement sont octroyées aux agents de l'Etat et de ses démembrements au vu d'un ordre de mission s'il s'agit d'un dé-

placement à l'extérieur du territoire national, ou d'un ordre de déplacement quand il s'agit de déplacement à l'intérieur du territoire national et dans les deux cas d'une feuille de déplacement. L'ordre de mission à l'extérieur est signée du cabinet du Premier ministre et les ordres de déplacement sont établies par l'autorité compétente.

Dans les cas particuliers de déplacements ci- après, les pièces suivantes doivent être obligatoirement fournies :

Mission à l'intérieur et à l'extérieur :

- projet d'ordre de mission ou d'ordre de déplacement appuyé des documents et rapport justifiant le déplacement approuvé par le Premier ministre ou toute autre autorité habilitée ;

- demande éventuelle d'avance des frais de déplacement

Tournée :

- calendrier de tournée et ordre de déplacement.

Intérim

- décision d'intérim ;

- ordre de déplacement si l'intérim est assuré en dehors du lieu de résidence administrative .

Art. 15 : Le mandatement des indemnités au titre des frais de déplacement est effectué au vu des pièces suivantes :

- ordre de mission visé par le contrôleur financier ;
- feuille de déplacement portant les mentions justifiant le service fait :
- les visas de sortie et d'entrée par les services compétents
- la signature du titulaire de la feuille de déplacement
- la liquidation de l'indemnité
- calendrier de tournée pour les tournées
- décision d'intérim pour les intérim.

En cas de versement d'une avance avant un déplacement, le dossier d'engagement tel que prévu à l'article 14 est accompagné d'un état de décompte de l'avance et du billet de transport.

Art. 16 : En cas de dépassement du délai prévu sur l'ordre de déplacement, le complément de l'indemnité de déplacement ne peut être octroyé au fonctionnaire qu'au vu d'une justification dûment acceptée par l'autorité ayant établi l'ordre de déplacement.

Art. 17 : En cas de déplacement définitif, les pièces justificatives suivantes sont exigées pour ouvrir droit à l'octroi de l'indemnité ou au remboursement des frais exposés :

- feuille de déplacement ;
- selon le cas : décision d'affectation ou acte de mise à la retraite (arrêté ou décision admettant à faire valoir le droit à la retraite) ;
- état faisant ressortir la situation de famille.
- titre de transport justifiant du déplacement de l'intéressé et des membres de sa famille.

Chapitre III : Des pensions

Section 1 : Pensions civiles

Art. 18 : La pension d'ancienneté et la pension proportionnelle sont liquidées au vu des pièces justificatives suivantes :

- arrêté de mise à la retraite ;
- arrêté d'intégration ou nomination ;
- état signalétique des services ;
- dernier arrêté d'avancement ;
- acte de naissance ou jugement supplétif tenant lieu du retraité ;
- acte (s) de mariage s'il y a lieu ;
- acte (s) de naissance des enfants ;
- certificat de scolarité pour les enfants en âge de scolarisation ;
- certificat de vie et charge pour les enfants à charge ;
- attestation d'infirmité permanente pour les enfants ;
- attestation de versement de 6% et de 14% pour les fonctionnaires ayant bénéficié de détachement au cours de leur carrière et les différents arrêtés de détachement ;
- certificat de grossesse ;
- décision éventuelle de validation de service auxiliaire pour les agents ayant servi en régime auxiliaire et la justification des versements au trésor des retenues y afférentes ;
- éventuellement arrêté de disponibilité ou de congé pour convenance personnelle.

Art. 19 : En cas de service accompli sous les régimes de caisse de retraite d'autres Etats, les pièces suivantes doivent être produites :

- convention entre Etats ;
- attestation du service accompli ;
- justification du rachat de parts contributives.

Art. 20 : La pension d'invalidité résultant ou non de l'exercice de leurs fonctions est liquidée au vu des pièces suivantes :

- procès- verbal de la commission de réforme ;
- acte de mise à la retraite.

Art. 21 : La pension de réversion est liquidée au vu des pièces justificatives suivantes :

- procès- verbal de réunion du conseil de famille ;
- acte de décès ;
- certificat d'hérédité ;
- liste des ayants droit
- certificat de non- remariage, non divorce et non séparation de corps, pour la veuve ;
- acte (s) de naissance des enfants ;
- certificat de scolarité des enfants ;
- certificat de vie et charge ;
- acte de décès de la mère des enfants devenus orphelins du fonctionnaire ;
- acte de divorce de la mère des enfants devenus orphelins du fonctionnaire ;
- acte de remariage ou de décès des veuves pour la révision de la réversion ;
- acte de naissance du ou des tuteurs des enfants devenus orphelins du fonctionnaire ;

Pour le fonctionnaire décédé en activité, produire en outre les pièces complémentaires citées à l'article ci- dessus.

Section 2 : Pensions militaires

Art. 22 : La pension d'ancienneté est liquidée au vu des pièces justificatives exigées pour la liquidation de la pension d'ancienneté auxquelles s'ajoute éventuellement l'attestation de campagne.

Art. 23 : La pension de réforme est liquidée au vu du procès- verbal de la commission de réforme et éventuellement, l'acte de mise à la retraite.

Art. 24 : La solde de réforme est liquidée au vu des pièces suivantes :

- acte de radiation ;
- état signalétique des services ;
- acte de naissance ;
- acte (s) de mariage
- acte (s) de naissance des enfants ;
- certificat de vie et charge des enfants ;
- certificat de scolarité des enfants ;
- attestation de campagne ;

- décision éventuelle de validation du service auxiliaire et justification des versements au trésor des retenues y afférentes ;

- arrêté d'intégration ou nomination ;

- arrêté de disponibilité ou de congé pour convenance personnelle ;

- attestation de versement de 6% et de 14% pour les militaires ayant bénéficié de détachement au cours de leur carrière et différents arrêtés de détachement ;

- acte du dernier avancement

Section 3 : Pensions présidentielle, parlementaire et des anciens chefs d'Etat

Art. 25 : La pension des députés de l'Assemblée nationale et du président de l'Assemblée nationale est liquidée au vu des pièces justificatives suivantes :

- acte de la Cour suprême ou depuis l'an 2000, de la Cour constitutionnelle proclamant les résultats pour les députés nationaux.

- résolution de l'Assemblée nationale constatant l'élection du président de l'Assemblée nationale ;

- acte d'option pour la pension parlementaire ;

- états des points acquis établis par la questure de l'Assemblée nationale concernant le président de l'Assemblée nationale et les députés.

- acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu du retraité ;

- acte (s) de mariage s'il y a lieu ;

- acte (s) de naissance des enfants ; - certificat de scolarité pour l'enfant en âge de scolarisation ;

- certificat de vie et charge pour les enfants à charge ;

- attestation d'infirmité permanente pour les enfants ;

- certificat de grossesse.

Art. 26 : La pension de réversion aux ayants droit des députés de l'Assemblée nationale et du Président de l'Assemblée nationale est liquidée au vu :

- des pièces justificatives citées à l'alinéa premier de l'article 21 ci-dessus ;

- le cas échéant, de l'acte de l'imputabilité du décès à un attentat ou une lutte pour la défense de l'ordre et des institutions ;

- éventuellement, pièces justificatives citées à l'article 25 ci-dessus pour le député, décédé en activité.

Art. 27 : La décision attribuant le capital décès au profit des ayants droit d'un député et d'un président de l'Assemblée nationale décédé et sa liquidation, sont justifiées par les pièces citées à l'article 13 ci-dessus. Toutefois, il sera produit éventuellement l'acte fixant la rémunération de base parlementaire au moment du décès, en lieu et place du dernier arrêté d'avancement.

Art. 28 : La pension des anciens Présidents de la République et des anciens chefs d'Etat est liquidée au vu des pièces justificatives suivantes

- acte de la Cour suprême ou de la Cour constitutionnelle, les proclamant Président de la République ;

- acte d'investiture du Président de la République ;

- proclamation et ordonnance portant organisation des Pouvoirs publics pour les anciens chefs d'Etat ;

- acte (s) de mariage ;

- acte (s) de naissances des enfants ;

- certificat de scolarité pour les enfants en âge de scolarisation ;

- certificat de vie et charge pour les enfants à charge ;

- éventuellement attestation d'infirmité permanente pour les enfants ;

- certificat de grossesse ;

- attestation de non cumul avec d'autres rémunérations de même nature liées à l'exercice d'un emploi public.

Art. 29 : La pension de réversion au bénéfice de la ou des veuve (s) des anciens Présidents de la République et des anciens chefs d'Etat est liquidée au vu des pièces justificatives suivantes :

- acte de décès de l'ancien Président de la République ou de l'ancien chef d'Etat ;

- procès-verbal de réunion du conseil de famille ;

- certificat d'hérédité ; - acte (s) de mariage ;

- acte (s) de naissance de la ou des veuve (s) ;

- attestation (s) de non-remariage.

Art. 30 : La pension temporaire d'orphelins au bénéfice des enfants mineurs d'un ancien Président de la République ou d'un ancien chef d'Etat est liquidée au vu des pièces justificatives suivantes :

- acte (s) de décès ou acte (s) de remariage de la ou des veuve (s) ;

- acte de naissances des enfants ;

- certificat de scolarité pour les enfants en âge de scolarisation ;

- certificat de vie et charge ;

- éventuellement attestation d'infirmité permanente pour les enfants ;

- copie du procès-verbal de réunion du conseil de famille ;

- copie du certificat d'hérédité ;

- acte de naissance du tuteur ;

- la décision attribuant le capital décès au profit des ayants droit d'un Président de la République ou d'un chef d'Etat décédé et sa liquidation est justifiée par les pièces citées à l'article 13 ci-dessus.

Toutefois, il sera produit éventuellement l'acte fixant la rémunération de base au moment du décès en lieu et place du dernier arrêté d'avancement.

TITRE II : DÉPENSES SUR BIENS ET SERVICES

Chapitre I : Dépenses courantes

Art. 31 : Les propositions d'engagement sont exécutées au vu des pièces justificatives suivantes :

- bon de commande provisoire visé du contrôleur financier;

- trois factures proforma ou devis (approuvé par les travaux publics pour les commandes de travaux hors marché) ;

- état des rationnaires pour les dépenses d'alimentation ;

- état des bénéficiaires des tenues : chaussures, blouses, motos, bicyclettes ;

- attestation de non paiement antérieur si la dépense concerne les gestions antérieures, et originaux des factures,

- état de remise ;

- document matérialisant le passé outre de l'ordonnateur, le cas échéant

Art. 32 : Les dépenses courantes ou éventuelles sont ordonnancées au vu des pièces suivantes :

- facture définitive, certifiée du service fait par l'administrateur des crédits ;

- bon ou bordereau de livraison visé du service bénéficiaire ;

- procès-verbal de réception lorsque le montant total de la facture atteint un million de francs ou le prix unitaire d'un article atteint deux cent mille (200.000) francs et pour les commandes de travaux hors marché ;

- état des bénéficiaires pour les tenues ;

- état de rationnaires (lorsqu'il s'agit de fournitures d'aliments) ;

- ordre de réquisition de l'ordonnateur ;

- attestation certifiant que le service a été fait et justifiant le droit au paiement correspondant dans le cas où le comptable est réquisitionné par l'ordonnateur ;

- indication de la prise en charge matérialisée par un numéro et date sur le registre d'inventaire.

- titre de créance et titre de certification dûment visés par le contrôleur financier.

Chapitre II : Dépenses permanentes ou provisionnelles

Ce sont des dépenses qui donnent lieu à un engagement unique des crédits qui leur sont affectés pour l'année budgétaire. Il en est ainsi :

- des marchés publics ;

- des dépenses sur crédits délégués ;

- des baux, ruraux ou à loyer, des contrats ou des conventions de police d'abonnement d'eau, d'électricité ou de téléphone et d'assurance aéronef.

Section 1 : Les marchés publics

Art. 33 : Les travaux, services et fournitures d'un montant supérieur à cinq (5) millions obéissent à la réglementation des marchés publics.

Art. 34 : Les propositions d'engagement de marchés de travaux, fournitures et services sont appuyées des documents ci-après :

- copie d'appel d'offre ou le cas échéant l'autorisation du Premier ministre lorsqu'il s'agit de marché de gré à gré et des avenants ;

- rapport de présentation du marché ;

- projet de marché ;

- autorisation de passer le marché hors taxes/ hors douane délivrée par le ministère chargé des Finances ;

- justification de la source de financement ;

- procès-verbal de dépouillement, rapport d'analyse et procès-verbal de la proposition d'adjudication ;

- accord du Premier ministre appuyé du procès-verbal d'attribution du marché par la commission centrale des marchés ;

- devis estimatif et descriptif.

Art. 35 : Selon les cas, les garanties suivantes sont exigées des soumissionnaires et titulaires de marché :

- cautionnement provisoire exigé des candidats aux marchés passés par appel d'offres pour être admis à présenter une offre ou une soumission. Il peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire ;

- retenue de garantie lorsque le marché comporte un délai de garantie constituée par un pourcentage du montant du marché ou de chaque paiement ;

- cautionnement garantissant la maintenance et le service après vente des matériels, machines outillages ou approvisionnement remis en vue de l'exécution du marché ;

- caution garantissant le remboursement des avances ;

- caution de bonne fin ;

- attestation d'assurance décennale pour les travaux neufs.

Art. 36 : La liquidation de marchés de travaux, fournitures et services ne peut intervenir que sur production des pièces suivantes :

1°) Avances

- décompte provisoire établi par le titulaire du marché, accompagné de l'attachement d'avance de démarrage ;

- caution d'avance 100% du montant de l'avance ;

- cautionnement de bonne fin ou caution de bonne fin ;

- demande écrite du titulaire du marché ;

- marché établi en deux exemplaires visé par le contrôleur financier, approuvé par l'autorité habilitée, et dûment enregistré en deux exemplaires.

2°) Marché à règlement unique

- marché en trois exemplaires visé du contrôleur financier, approuvé par l'autorité habilitée et dûment enregistré ;

- ordre de service de commencer les travaux ;

- Attachement d'avance de démarrage ;

- factures, décomptes ou mémoires ;

- procès-verbal de réception définitive pour les fournitures ou attachement d'honoraires pour les services ;

- procès-verbal de réception provisoire lorsqu'il s'agit de la réalisation d'un ouvrage ;

- attachement de retenue pour pénalités de retard pour les marchés à commande ;

- bon ou bordereau de livraison pour les marchés à commande

- état de rationnaires pour les marchés à commande

3°) Marché à règlements échelonnés

Pour le premier règlement

- même pièces justificatives que celles exigées pour les marchés à règlement unique pour les règlements ultérieurs

- référence de l'acompte initial ou des acomptes antérieurs du marché initial déjà liquidé et le cas échéant de l'avenant intervenu dont il faut joindre deux copies originales visées du contrôleur financier ;

- état descriptif de l'avancement des travaux justifiant la demande de paiement ;

- décomptes provisoires, factures ou mémoires ;

- procès-verbal de livraison ou de réception

- bon ou bordereau de livraison

- état de pénalités de retard éventuellement

- procès-verbal de réception provisoire lorsqu'il s'agit de réalisation d'un ouvrage ;

- attachement de retenue de garantie

- attachement de retenue de l'avance

- état de rationnaires

4°) Règlement pour solde

- règlement provisoire résultant des sommes dues au titre du marché et de ses avenants, déduction faite des versements effectués au titre des avances et acomptes ;

- avant dernier décompte ;

- procès-verbal de réception provisoire.

5°) Règlement pour solde définitif

- dernier décompte

- main levée de la retenue de garantie

- procès-verbal de réception définitive

- décompte général et définitif récapitulant tous les paiements antérieurs

- note annexe au procès-verbal (commentaires).

Section 2 : Les dépenses sur les crédits délégués

Art. 37 : Les dépenses sont exécutées de la manière suivante :

Au niveau central

Phase engagement :

- bon d'engagement appuyé du bordereau de délégation de crédits.

Phase mandatement :

- titre de mise en apurement ;

- dossier de règlement de dépense sur crédits délégués au niveau du percepteur ;

- bordereau sommaire des paiements des dépenses sur crédits délégués au niveau du payeur ;

- bordereau sommaire des dépenses mandatées au niveau des centres de sous-ordonnement.

Au niveau régional et local

Phase engagement (au niveau régional et local)

- autorisation de dépenses ;

- bon de commande tenant lieu de bon d'engagement ;

- toute autre pièce justificative prévue par le présent texte selon la nature de la dépense : personnel, courante ou éventuelle, permanente ou provisionnelle, de transferts.

Phase mandatement (au niveau régional)

- document d'engagement ;
- mandat de paiement au nom du créancier tenant lieu de titre de créance et de certification

- toute pièce justificative prévue par le présent texte selon la nature de la dépense : personnel, courante ou éventuelle, permanente ou provisionnelle, de transferts

- selon le cas, facture originale du fournisseur avec la mention de la certification du service fait.

Phase mandatement (au niveau local)

- document d'engagement dûment certifié et liquidé ;
- toute pièce justificative prévue par le présent texte selon la nature de la dépense : personnel, courante ou éventuelle, permanente ou provisionnelle, de transferts à l'exception du titre de créance et de certification

- selon le cas, facture originale du fournisseur avec la mention de la certification du service fait.

Section 3 : Les contrats de bail et de police d'abonnement

Art. 38 : Les propositions d'engagement sont exécutées au vu de la pièce justificative suivante selon le cas :

- contrat de bail (ou de loyer)
- police d'abonnement d'eau, d'électricité, de téléphone.

Art. 39 : Les dépenses sont ordonnancées :

En ce qui concerne les contrats de bail (ou de loyer) :

- au vu de la facture définitive certifiée par l'administrateur des crédits ;

En ce qui concerne les polices d'abonnement d'eau et d'électricité et de téléphone

- au vu de la facture certifiée par l'administrateur des crédits des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

Section 4 : Les autres dépenses

Art. 40 : Les propositions d'engagement sont exécutées au vu des documents suivants : projet de contrat, convention, police, arrêté, décision, facture proforma ou devis.

Art. 41 : Les dépenses sont ordonnancées au vu des pièces justificatives suivantes :

- acte visé du contrôleur financier et signé par l'autorité habilitée ;

- facture définitive ou mémoire certifié (e) du service fait par l'administrateur de crédits selon éventuellement la périodicité prévue au contrat (règlement unique ou fractionné) et indiquant le numéro d'inscription au journal d'inventaire ;

- en cas de réquisition, barème administratif fixant le montant de l'indemnité (à défaut d'une décision administrative après avis d'une commission d'évaluation), outre la décision de réquisition.

Chapitre III : Les transports de personnes

Art. 42 : Les propositions d'engagement sont exécutées au vu des pièces justificatives suivantes :

Règle générale :

- projet d'ordre de mission ou de déplacement ;
- facture pro forma de la société de transport ;
- ordre de réquisition ou bon de transport en cas d'utilisation de moyens de transport en commun.

Remboursement de frais de transport :

- facture acquittée ou reçu accompagné(e) de la demande de remboursement de frais de l'agent et du projet de décision de remboursement de frais ;

- titre de transport ou toute autre facture de frais (décompte)

Art. 43 : Les dépenses de transport des personnes sont ordonnancées au vu des pièces justificatives suivantes :

Règle générale :

- facture accompagnée de l'ordre de mission ou de déplacement et de l'ordre de réquisition ou du bon de transport en cas d'utilisation de véhicule de louage avec chauffeur ainsi que de l'autorisation administrative justifiant l'utilisation de ce transport exceptionnel.

Remboursement de frais :

- décision de remboursement de frais visée du contrôleur et signée par l'autorité habilitée.

Chapitre IV : Acquisitions immobilières

Art. 44 : Les dépenses liées aux acquisitions immobilières sont exécutées sur production des pièces justificatives suivantes selon les modes d'acquisition.

Art. 45 : Contrat civil de vente :

- autorisation préalable de l'autorité de tutelle pour les sociétés d'Etat, les offices, établissements publics et collectivités territoriales ;

- avis de l'administration des domaines ; - expertise des services de l'équipement et du cadastre ;

- décision du ministre chargé des finances selon l'importance du montant de l'acquisition pour les établissements publics et les collectivités territoriales ;

- procès-verbal de réunion du conseil d'administration pour les offices et établissements publics ou procès-verbal de réunion du conseil municipal ou d'arrondissement pour les collectivités territoriales ;

- justification de propriété ;
- promesse de vente ;
- acte de vente signé et dûment visé par le contrôleur financier.

Art. 46 : Contrat d'échange :

En plus des pièces visées à l'article 33 ci-dessus, il est nécessaire de produire une expertise des deux immeubles (à céder et à acquérir) pour vérifier si les valeurs sont équivalentes.

Art. 47 : En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Phase administrative

- déclaration d'utilité publique : acte qui consiste soit dans une loi, un décret, un arrêté ministériel ou préfectoral ;
- arrêté de cessibilité du ministre chargé des finances désignant les immeubles à exproprier.

Phase judiciaire

- ordonnance d'expropriation rendue par le président du tribunal de la chambre d'expropriation avec mention de la date de notification à la partie intéressée ;
- certificat de non pourvoi en cassation ou acte d'acquiescement ;
- arrêt de la chambre d'expropriation fixant l'indemnité d'expropriation avec mention de la date de notification à la partie intéressée ;
- certificat de non appel délivré par le greffe du tribunal à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la notification ou d'un acte d'acquiescement ;
- justification du droit de propriété de l'exproprié ;
- justification de la situation hypothécaire du bien exproprié ;
- certificat d'inscription au tableau général des propriétés de l'Etat délivré par la direction des domaines ;
- réquisition d'emprise totale lorsque le propriétaire exige qu'une partie restante inutilisable soit également expropriée.

Chapitre V : Présentation matérielle de la facture

Art. 48 : La facture définitive visée aux articles précédents doit comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la raison sociale ou les prénom et nom du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de service ;
- le numéro d'immatriculation au registre du commerce ;
- le numéro d'identifiant fiscal ;
- l'adresse précise du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de service ;

- le (s) numéro (s) du (des) compte (s) courant (s) bancaire ou postal ;
- le numéro et la date de la facture ;
- l'identité de l'organisme public débiteur ;
- l'objet de la facture ;
- la quantité et la désignation précises des articles, leur prix unitaire et leur prix total ;
- le montant total hors taxe de la facture, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et le montant toutes taxes comprises (TTC) ;
- l'arrêté en chiffres et en lettres de la facture définitive ;
- la signature et le cachet du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services.

Art. 49 : Pour les achats au comptant sur les régies d'avances, avant ordonnancement, la facture en bonne et due forme telle que prévue à l'article 49 ci-dessus et acquittée par le fournisseur ou prestataire de service doit être produite.

TITRE III : DÉPENSES DE TRANSFERTS

Chapitre I : Dette publique

Art. 50 : Emprunts au titre de l'article 15 des statuts de la BCEAO :

Dossiers de prêts :

- résolution du conseil d'administration de la BCEAO accordant les prêts ;
- lettre du directeur national de la BCEAO au ministre chargé des finances notifiant les prêts accordés ;
- lettre du ministre chargé des finances au directeur national de la BCEAO habilitant le trésorier général à accomplir les formalités relatives à la mobilisation des financements, à l'exécution des dépenses et à leurs justifications, et service de la dette qui en résulte ;
- échéancier des dettes établi par le trésorier général, indiquant l'objet de l'emprunt, les échéances de remboursement, les montants par échéance de l'amortissement du capital et des intérêts.

Pièces justificatives par échéance :

- billet à ordre arrivé à échéance ;
- avis de débit de la BCEAO, correspondant au billet à ordre échu ;
- avis de crédit de la BCEAO, relatif au refinancement du capital non échu ;
- décision du ministre chargé des finances autorisant le paiement de l'échéance.

Art. 51 : Emprunts auprès des banques ou des établissements financiers.

Dossier de prêt :

- convention de prêt signée par les parties intéressées comportant tous les renseignements relatifs au service de la dette qui en découle ;

- échéancier de remboursement et de paiement des intérêts.

Pièces justificatives par échéance :

- décision du ministre chargé des finances autorisant le paiement du capital échu et des intérêts.

Art. 52 : Dette intérieure par souscription résultant d'administrations publiques d'emprunt de l'Etat :

Dossier de l'emprunt :

- textes législatifs et réglementaires relatifs à la souscription.

Pièces justificatives lors du remboursement :

- titre d'emprunt, quelle qu'en soit la formule.

Art. 53 : Mise en jeu d'aval

Dossiers :

- convention d'emprunt ;
- convention ou décision d'aval ;
- tableau d'amortissement
- tableau actuariel des échéances
- échéancier.

Pièces justificatives lors du paiement de l'échéance :

- mise en demeure de la part du créancier ;
- décision du ministre chargé des finances autorisant le paiement de l'échéance.

Art. 54 : Paiement des intérêts découlant des opérations de trésorerie à court terme :

- Pour les découverts de la BCEAO :

- * avis de débit de la BCEAO ;

- état de liquidation des intérêts dressé par la BCEAO.

- Pour les autres créanciers :

- * décision du ministre chargé des finances autorisant le recours à l'avance, et fixant le taux d'intérêt ;

- * état de liquidation dressé par le créancier

Art. 55 : Intérêts rémunérant les dépôts de certains correspondants du trésor :

- arrêté du ministre chargé des finances fixant le taux d'intérêt de rémunération ;

- état de liquidation dressé par le trésorier général.

Art. 56 : Réparations civiles et contentieuses

Les dépenses relatives aux réparations civiles et contentieuses sont justifiées par les pièces suivantes :

- lettre de transmission du secrétariat général du Gouvernement, structure chargée du contentieux de l'Etat ;

- pièces de dossier retraçant les faits ;

- l'accord amiable signé par le commissaire du Gouvernement et la victime ou son représentant, dans le cas d'un accord amiable ou le cas échéant, la décision judiciaire ayant l'autorité de la chose jugée et revêtue de la formule exécutoire, condamnant l'Etat au versement de dommages et intérêts, et comportant le montant auquel l'Etat est condamné et la désignation du bénéficiaire ;

- l'état des frais pour les honoraires (mémoires pour les frais éventuels d'huissier) ;

Art. 57 : Dépenses des gestions closes :

En plus des pièces initiales d'engagement et de liquidation, les dépenses des gestions closes sont justifiées par un arrêté de report des crédits du ministre chargé des finances et d'une attestation de non paiement antérieur.

Art. 58 : Les dépenses relatives au paiement d'échéances de la dette extérieure sont justifiées conformément aux dossiers respectifs des différentes conventions de prêt.

Dossiers :

Chaque dossier doit en particulier comporter :

- la convention de prêt, indiquant notamment les modalités et l'échéancier du service de la dette qui en découle ;

- les avis de crédit relatifs aux tirages successifs, indiquant leurs montants et dates ;

- facultativement les lettres d'appel de fonds du créancier.

Pièces justificatives :

Elles sont en outre liquidées au vu de la décision d'autorisation du paiement du ministre chargé des finances indiquant les montants en amortissement et en intérêts de chaque échéance. Lorsque le paiement résulte du jeu d'un aval donné, la dépense est engagée, en outre, au vu de la mise en demeure reçue de créancier. Les échéances en devises sont payées soit sans ordonnancement préalable, soit après ordonnancement. Lorsque les échéances en devises sont payées après ordonnancement sur la base d'une parité forfaitairement déterminée, le solde global net de pertes de change est régularisée mensuellement au vu d'un état détaillé signé par le comptable assignataire, et faisant ressortir la perte ou le gain de change de chaque échéance, le total des pertes, le total des gains et le solde net.

Art. 59 : Les dépenses relatives au paiement des frais bancaires encourus pour l'exécution de transferts de fonds à l'extérieur, sont justifiées par les notes de débit des banques intermédiaires, indiquant l'objet et le montant, en devises et en francs CFA des transferts effectués, et le montant des frais dus à la banque.

Chapitre II : Bourses et allocations scolaires

Art. 60 :

Engagement

Les projets d'actes attributifs ci-après sont justifiés par les pièces suivantes :

- procès-verbal de réunion de l'Agence nationale d'attribution de bourses (ANAB) pour le projet d'arrêté d'attribution des bourses d'étudiants et stagiaires ;

- état évaluatif des bourses, secours et accessoires, pour l'engagement provisionnel des dépenses en début d'année ou jusqu'à la fin de l'exercice ;

- dossier de demande des bourses conformes aux critères de l'ANAB, pour les projets d'arrêtés d'attribution de bourses hors session ANAB accompagnés des pièces justifiant les circonstances exceptionnelles ainsi que les pièces justifiant le droit de prétendre à la bourse conformément aux critères réglementaires ;

- procès-verbal de réunion de la commission départementale d'attribution d'allocations scolaires, décision préfectorale, pour les allocations scolaires des établissements secondaires et professionnels ;

- arrêté conjoint d'attribution des bourses cosigné du ministre chargé des finances et du ministre chargé des enseignements secondaire et supérieur et visé des contrôleurs financiers

Mandatement

En vue du mandatement de chaque échéance de bourses, et d'allocations scolaires, des états de liquidation signés du ministère chargé des enseignements secondaire et supérieur ou des directions régionales dudit ministère sont fournis, ainsi que les pièces spécifiques à chaque élément de dépenses, à savoir :

- pièces d'état civil pour les secours scolaires et allocations familiales des étudiants et stagiaires ;

- mémoires ou factures des établissements d'accueil pour les frais d'inscription et les participations aux œuvres universitaires.

- états récapitulatifs des attestations d'inscription reçues des établissements, ces états étant dressés par le ministère chargé des enseignements supérieurs (à produire à l'appui du premier mandatement) pour les frais d'inscriptions.

- les transports et les frais de logement des étudiants et stagiaires sont justifiés conformément aux dispositions prévues aux régimes des bourses.

Chapitre III : Les autres dépenses de transferts

Art. 61 :

Engagement

Subventions de fonctionnement :

Projet de décision d'attribution du ministre chargé des finances accompagné de la demande de subvention justifiée par le projet de budget de l'organisme demandeur ou d'un état prévisionnel des recettes et dépenses, le programme d'emploi de la subvention, le bilan de l'année écoulée et le compte de fin de gestion du dernier exercice.

Subventions d'investissement :

Projet de décision individuelle d'attribution du ministre chargé des finances fixant les modalités de versement accompagné de la demande de subvention de l'organisme justifiée par le programme d'emploi préalablement visé du contrôleur financier, le plan de financement de l'organisme de l'investissement, éventuellement la convention avec les bailleurs de fonds, le projet de budget de l'organisme demandeur et le bilan de l'année écoulée.

Mandatement

- pour le premier mandatement, seul l'arrêté attributif doit être joint au mandat ;

- pour les mandatements suivants, joindre les justifications prévues à l'arrêté ou à la décision du ministre chargé des finances.

Art. 62 : Les contributions aux organisations internationales sont engagées au vu du projet de décision du ministre chargé des finances, appuyé :

- de la résolution des organes dirigeants des organismes bénéficiaires, comportant le montant et les échéances des contributions mises à la charge du Niger ;

- de la lettre d'appel des contributions émanant de ces organismes.

L'ordonnement intervient au vu de la décision de mandatement du ministre chargé des finances, visée du contrôleur financier.

Art. 63 : Les participations financières au capital des organismes internationaux multilatéraux ou inter-Etats, sont justifiées dans les mêmes formes que les contributions.

Les participations au capital d'entreprises nationales sont engagées sur la base d'un projet de décision du ministre chargé des finances, appuyée de la lettre d'appel de souscription de capital de la direction de l'entreprise concernée, en plus du dossier ayant servi à l'inscription de l'opération au budget d'investissement.

Dans les deux cas, le mandatement est appuyé de la décision du ministre chargé des finances, visée du contrôleur financier.

Art. 64 : Les dépenses dites directes couvrent les catégories des dépenses suivantes :

- versements d'allocations de secours, ou prestations à une catégorie des personnes dans certaines circonstances exceptionnelles ou dans des cas prévus par la réglementation ;

- déblocage de fonds spéciaux à des fins politiques ou administratives ;

- déblocage de fonds destinés au fonctionnement de l'Assemblée nationale, lorsque celle-ci opte pour un régime d'autonomie financière.

Les dépenses de la première catégorie sont justifiées par une décision du ministre chargé des finances ou de toute autre personne déléguée par lui appuyé :

- soit du procès-verbal de la commission d'attribution et de répartition et d'un état de répartition, dans le cas de versements forfaitaires ;

- soit du mémoire ou de la facture établie par les prestataires, et faisant apparaître le montant total des frais engagés, et le montant à la charge de l'Etat, dans le cas d'une prise en charge partielle d'une prestation en nature.

Les dépenses des deux autres catégories sont justifiées par la lettre de demande de déblocage des fonds, émanant des autorités concernées.

Dans tous les cas la dépense est liquidée au vu de la décision signée du ministre chargé des finances ou toute autre personne qualifiée.

TITRE IV : JUSTIFICATIONS PARTICULIÈRES

Chapitre I : Qualité de l'ordonnateur ou de son délégué ou de l'administrateur de crédits

Art. 65 : Ordonnateur délégué

- arrêté du ministre chargé des finances, accompagné du spécimen de signature et éventuellement de subdélégation du ministre délégué avec spécimen de signature.

Art. 66 : Administrateur de crédits

- fiche de désignation de l'administrateur de crédits et son suppléant ;

- dépôt du spécimen de la signature de l'administrateur de crédits et de son suppléant auprès de l'ordonnateur ou son délégué.

Chapitre II : Paiement à des tiers

Art. 67 : Mandataires de droit commun

- exploit original de signification de l'opposition énonçant la qualité du comptable assignataire, du saisi, du saisissant, désignant la créance cédée ou saisie, la somme pour laquelle est faite l'opposition.

*** Nantissement**

- notification du nantissement

*** Saisie-arrêt**

- la grosse ou l'expédition du jugement validant la saisie-arrêt ;

- pour ce qui est de la saisie-arrêt des salaires, lettre recommandée du greffier du tribunal d'instance ou section de tribunal indiquant qu'une ordonnance autorisant la saisie-arrêt a été rendue pour les dettes alimentaires.

*** Paiement direct de pension alimentaire**

- procuration sous seing privé en original comportant la certification des signatures du mandant et du mandataire, effectuée par un officier d'état civil dûment habilité ;

- ou procuration notariée.

Art. 68 : paiement des sommes dépendant de succession

Paiement aux héritiers

- acte de décès du véritable créancier ;

- procès-verbal de réunion du conseil de famille désignant la personne habilitée à recevoir le paiement

Paiement aux légataires

- acte de décès ;

- preuve par tout moyen de la délivrance du legs.

Paiement à un exécuteur testamentaire

- acte de décès ;

- expédition du testament indiquant que l'exécuteur testamentaire a la saisine

Successions non réclamées

- ordonnance du président du tribunal du lieu d'ouverture de la succession.

Successions vacantes

- expédition du jugement du tribunal du lieu d'ouverture de la succession.

Successions en déshérence

- ordonnance d'envoi en possession définitive à joindre au dossier de mandatement.

Absence

- soit un jugement de présomption d'absence désignant une personne pour représenter la personne absente et administrer ses biens ;

- soit un jugement déclaratif d'absence.

Mineurs ou majeurs incapables

- pièces justifiant la qualité du représentant légal.

Paiements à des personnes morales

- soit un extrait du registre du commerce et des sociétés ;

- soit une copie de l'insertion de l'annonce de création de la personne morale dans la presse officielle.

Paiements à des sociétés en redressement, en règlement judiciaire ou en liquidation

- jugement ou extrait d'annonces dans un journal d'annonces légales indiquant la personne habilitée à recevoir les paiements au nom de la société.

Paiements de créances frappées d'opposition

* Pièces communes

- notification de la demande de paiement direct par un huissier de justice sous forme de lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

* Paiement consécutif à une autorisation de prélèvement

- autorisation de prélèvement visée par l'ordonnateur (crédit, délégation de solde aux parents, épargne - retraite,).

Chapitre III : Les dépenses d'investissements financées sur aide extérieure

Les dépenses de cette nature notamment celles financées par le procédé de la gestion directe feront l'objet de disposition spécifiques.

Chapitre IV : Des pièces justificatives en matière de compte de gestion

Art. 69 : Les pièces justificatives de dépenses telles que définies par le présent arrêté seront complétées par des dispositions ultérieures pour les besoins de préparation et de reddition des comptes de gestion produits par les comptables principaux.

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Art. 70 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n°394/MFE/DGB du 28 novembre 2002.

Art. 71 : Les ordonnateurs et les comptables de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Ali Badjo Gamatié

Titre I : Dépenses de personnel

Chapitre I : Rémunérations

Section 1 : Des fonctionnaires:

Section 2 : Des agents auxiliaires

Section 3 : Des contractuels

Chapitre II : Des déplacements

Chapitre III : Des pensions

Section 1 : Pensions civiles

Section 2 : Pensions militaires

Section 3 : Pensions présidentielle, parlementaire et des anciens chefs d'Etat

Titre II : Dépenses sur biens et services

Chapitre I : Dépenses courantes

Chapitre II : Dépenses permanentes ou provisionnelles

Section I : Les marchés publics

Section II : Les dépenses sur les crédits délégués

Section III : Les contrats de bail et de police d'abonnement

Section IV : Les autres dépenses

Chapitre III : Les transports de personnes

Chapitre IV : Acquisitions immobilières

Chapitre V : Présentation matérielle de la facture

Titre III : Dépenses de transferts

Chapitre I : Dette publique

Chapitre II : Bourses et allocations scolaires

Chapitre III : Les dépenses d'investissements financées sur aide extérieure

Chapitre IV : Des pièces justificatives en matière de compte de gestion

Titre V : Dispositions finales

ANNEXE 1

Annexe au décret n° 87- 017/PCMS/MFP/T du 12 février 1987

Tableau synoptique des actes déconcentrés ou délégués

Actes	Catégories d'agents concernés	Délégrant directs	Niveau autorisé du transfert		
			ministère dont relève l'agent	préfet	sous - préfet
1. Recrutement	- fonctionnaires - auxiliaires - temporaires - agents sur contrat niveau.....A B C	MFP/T MFP/T Tous ministères MFP/T MFP/T MFP/T	X		
2. Organisation de concours :	- fonctionnaires	MFP/T	Ministre de tutelle de l'école		
- direct de recrutement	- fonctionnaires	MFP/T			
- concours d'entrée dans les écoles de formation	- auxiliaires	MFP/T			
3. Notation	- fonctionnaires - auxiliaires	Tous ministères		X X	X X
4. Avancement d'échelon	- fonctionnaires - auxiliaires	MFP/T MFP/T			
5. Attribution de prime d'ancienneté	- auxiliaires	MFP/T	X		
6. Reconstitution de carrière	- fonctionnaires - auxiliaires	MFP/T MFP/T			
7. Congé administratifs	- fonctionnaires - auxiliaires - contractuels	MFP/T MFP/T MFP/T	X X X		
8. Congés exceptionnels	- fonctionnaires - auxiliaires - contractuels	MFP/T MFP/T MFP/T	X X X	X X X	X X X
9. Congés sans traitement	- fonctionnaires - auxiliaires	MFP/T MFP/T			
10. Congé de longue durée	- fonctionnaires	MFP/T			
11. Congé de maternité ou post natal	- fonctionnaires - non fonctionnaires	MFP/T MFP/T	X X	X X	
12. Evacuation sanitaire	- fonctionnaires - non fonctionnaires	MFP/T MFP/T	X X		
13. Autorisation d'absence inférieure ou égale à 10 jours	- fonctionnaires - non fonctionnaires				
14. Autorisation d'absence supérieure à 10 jours	- fonctionnaires - non fonctionnaires	MFP/T MFP/T	X X		
15. Détachement	- fonctionnaires	MFP/T			
16. Disponibilité :					
- d'office	- fonctionnaires	MFP/T			
- sur demande	- fonctionnaires et non fonctionnaires	MFP/T			
17. Sanction disciplinaire	- fonctionnaires	MFP/T		X	X
- réprimande, avertissement et blâme	- non fonctionnaires	MFP/T		X	X
- supérieure à blâme	- fonctionnaires et non fonctionnaires	MFP/T	x		
18. Affectation interministérielle	- fonctionnaires - non fonctionnaires	MFP/T MFP/T			
19. Mutation					
- d'office	- fonctionnaires	MFP/T	X	X	
- sur demande	- non fonctionnaires	MFP/T	X	X	
20. Maintien en service au- delà de la limite d'âge	- fonctionnaires	MFP/T			
21. Admission à la retraite ou radiation des effectifs	- fonctionnaires - non fonctionnaires	MFP/T MFP/T			
22. Licenciement	- fonctionnaires	MFP/T			
23. Avancement de grade ou de catégorie	- non fonctionnaires - fonctionnaires	MFP/T MFP/T			

